



TRUDEL, Marcel, *Dictionnaire des esclaves et de leurs propriétaires au Canada français*. Montréal, Hurtubise HMH, coll. « Histoire », Cahiers du Québec, 1990. xxviii-490 p. 39,95 \$

Lorraine Gadoury

Volume 44, numéro 4, printemps 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304939ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304939ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gadoury, L. (1991). Compte rendu de [TRUDEL, Marcel, *Dictionnaire des esclaves et de leurs propriétaires au Canada français*. Montréal, Hurtubise HMH, coll. « Histoire », Cahiers du Québec, 1990. xxviii-490 p. 39,95 \$]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 44(4), 615–616.
<https://doi.org/10.7202/304939ar>

TRUDEL, Marcel, *Dictionnaire des esclaves et de leurs propriétaires au Canada français*. Montréal, Hurtubise HMH, coll. «Histoire», Cahiers du Québec, 1990. xxviii-490 p. 39,95\$

Marcel Trudel publiait en 1960 une histoire de l'esclavage au Canada français; il annonçait alors la parution d'un dictionnaire des esclaves et de leurs propriétaires qui voit enfin le jour aujourd'hui. Après nous avoir donné la liste de tous les habitants du Canada en 1663, et de tous les immigrants arrivés dans la colonie entre 1632 et 1662, voici donc les noms de tous les esclaves du Canada français ainsi que ceux des individus qui les ont possédés.

Le territoire couvert par ce dictionnaire, le «Canada français», est en fait celui du Québec actuel, avec la région des Pays d'en haut (comprenant Détroit et Michilimakinac), mais sans celle des Illinois, surtout tournée vers la Louisiane. L'Acadie a également été écartée car, comme le dit l'auteur, ses recherches «n'ont produit dans cette région que des grenailles» (p. xiii). La période observée correspond à peu près au XVIII^e siècle; en effet, les premiers esclaves apparaissent vers 1690, et l'auteur déclare avoir poursuivi ses recherches jusqu'au début du XIX^e siècle (p. xiv). En fait, il n'y a pas au Bas-Canada d'abolition officielle de l'esclavage, bien que des discussions aient eu lieu dans ce sens à la Chambre d'Assemblée, et c'est la loi du gouvernement anglais de 1833 (applicable à tout l'empire britannique) qui marque la disparition complète du phénomène (Marcel Trudel, *L'esclavage au Canada français*, p. 292-314). Dans la bibliographie de son dictionnaire, Trudel dit avoir dépouillé les registres paroissiaux pour le Régime français et le «premier demi-siècle anglais» (jusqu'en 1810?), mais avoue que dans certains cas, il a «poussé l'examen des registres jusque vers 1830» (p. 432), ce qui laisse dans le flou la fin exacte de la période étudiée.

L'identification des esclaves n'est pas une tâche facile. En effet, le terme même d'*esclave* est employé très rarement dans les registres paroissiaux qui constituent la principale ou même la seule source d'information sur la grande majorité des individus retracés par l'auteur. On y utilise plutôt l'expression *appartenant à*, qui est quand même assez révélatrice, ou d'autres qui le sont moins comme *servante*, *serviteur*, *domestique* ou *demeurant chez*, qui ont obligé l'auteur à juger cas par cas. Pour ce qui est des Noirs et des Panis (nom d'une tribu indienne du bassin du Missouri dont les membres étaient souvent rapportés comme esclaves), Marcel Trudel a inclus dans sa liste tous les individus rencontrés car, pour lui, ils ont nécessairement été esclaves à un moment ou l'autre de leur existence. Des problèmes se sont posés également quant à l'identification précise des individus et au recoupement des infor-

mations puisque près du quart des mentions sont vagues («un nègre», «un panis»...), et qu'un bon nombre d'esclaves ne portent qu'un prénom. Malgré les imprécisions et les points laissés dans l'ombre par le classement de l'auteur, il est certain qu'il nous permet d'avoir une vision assez claire de l'ampleur et des caractéristiques du phénomène de l'esclavage.

Ainsi, nous apprenons que le nombre total d'esclaves tourne autour de 4 000, et que le groupe est composé de deux tiers d'Amérindiens et d'un tiers de Noirs. Les femmes y sont un peu plus nombreuses que les hommes, et les esclaves se retrouvent surtout dans les villes de Montréal, Québec et Détroit. Baptisés généralement à leur arrivée dans la société française, ces esclaves décèdent souvent très jeunes. Quelques mariages sont quand même contractés entre esclaves (on retrouve plusieurs familles noires au début du XIX^e siècle), ainsi qu'entre esclaves et population blanche. Les propriétaires sont en majorité canadiens-français et 6 sur 10 ne possèdent qu'un seul esclave; on retrouve aussi de très gros propriétaires, ainsi que des propriétaires collectifs comme les communautés religieuses. Les professions et fonctions les plus représentées sont celles de marchands, seigneurs et officiers militaires avec plus de 70% de l'ensemble; il y a aussi quelques artisans mais pas de cultivateurs, ce qui n'empêche pas Marcel Trudel de terminer sa présentation en déclarant que «l'esclavage est accepté et pratiqué à tous les niveaux de la société» (p. xxviii)!

Ce dictionnaire ne reprend pas les éléments historiques sur l'esclavage au Canada français que l'auteur a déjà publiés en 1960; l'introduction de seize pages ne sert en fait qu'à «fixer les cadres» de l'inventaire qui suit. Ce sont donc les deux listes, celle des esclaves avec les éléments biographiques retrouvés sur chacun d'eux, et celle des propriétaires connus avec les esclaves qu'on peut leur rattacher, qui forment vraiment l'essentiel de l'ouvrage. La constitution de ces listes a sûrement demandé un énorme travail de recherche que seul un Marcel Trudel pouvait mener à bien. L'ouvrage plaira surtout aux généalogistes qui pourront déterminer, comme le propose la jaquette arrière, si leurs ancêtres ont été esclavagistes, ou encore si des esclaves amérindiens ou noirs se retrouvent dans leur arbre généalogique. Les historiens qui se penchent de plus en plus vers la famille et l'individu sauront également en tirer profit.

*Département d'histoire
Université du Québec à Montréal*

LORRAINE GADOURY